

www.actunautique.com

Pays : France

Dynamisme : 10



Page 1/2

[Visualiser l'article](#)

Taxe sur les mouillages forains - le gouvernement relance le projet

par ActuNautique.com



Alors qu'une première version du texte avait été retoquée par les députés il y a quelques jours, le gouvernement de Manuel Valls a déposé un amendement au texte, visant à remettre le couvert !!

Décidément, le **gouvernement actuel a pris pour cible les plaisanciers et l'économie littorale**, mettant gravement en danger près de **40 000 emplois**, au motif que **les plaisanciers seraient des nantis**, qui peuvent bien payer !

Rappelons que le 20 janvier dernier dans le cadre de l'examen en première lecture du projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) par le Sénat, le gouvernement avait présenté l'amendement n°1208, destiné à permettre aux collectivités ou établissements publics compétents d'instaurer une redevance (une taxe !!) sur les mouillages effectués dans le périmètre des aires marines protégées dont ils ont la gestion.

Alertée sur les graves conséquences d'une telle mesure sur la filière nautique française et l'ensemble des économies littorales, considérant l'ampleur des zones concernées, le montant excessif de la redevance envisagée (20 euros le mètre de coque), le ciblage exclusif d'une seule catégorie d'usagers des aires marines protégées et l'extrême complexité du recouvrement de cette taxe, **la commission des lois de l'Assemblée Nationale avait rejeté cette mesure** en adoptant l'amendement 163 présenté par les députés **Caresche (PS), Quentin et Gaymard (UMP)**.

Cette sage décision a, à priori, fortement déplu au pouvoir, qui a décidé de passer par la fenêtre alors que la porte lui était fermée, dans un réflexe consistant à préférer taxer toujours plus, plutôt qu'à obliger les collectivités à réduire leurs coûts !

Ainsi, le gouvernement se prépare t-il à déposer, en **pleine période de vacances**, un nouvel amendement dans le cadre de l'examen du projet de loi NOTRe, qui débutera demain 17 février à l'**Assemblée Nationale**, sachant ue selon nos informations, le vote n'aurait pas lieu avant début mars, au vu des textes à voter cette semaine et de la semaine de congés des députés qui suivra.

www.actunautique.com

Pays : France

Dynamisme : 10



Page 2/2

[Visualiser l'article](#)

Cet amendement sera en tous point identique au premier (!), à ceci près qu'il ne précisera pas le montant de la taxe, démontrant le **peu de cas que le gouvernement fait montre à l'endroit de la députation !!**

Ce nouvel amendement emploie le terme de **redevance**, mais ne nous leurrera pas : il s'agit bel et bien d'un nouvel impôt, puisqu'aucune contrepartie en termes de service aux plaisanciers n'est envisagée, ce qui de facto ferait supporter aux seuls plaisanciers le coût d'une mission d'intérêt général (la protection du littoral), alors même que ces derniers financent déjà aujourd'hui chaque année le Conservatoire du Littoral à hauteur de 37 millions d'euros !!

Alors que la filière nautique et l'économie littorale souffrent d'une conjoncture difficile, cet entêtement du gouvernement actuel reflète la totale déconnexion de la technostructure des réalités économiques, et fait froid dans le dos !

En **Sardaigne**, l'expérience démontre que ce type de taxe, instauré en 2006, **a fait chuter la fréquentation des côtes de 50%**, générant un véritable séisme économique pour l'hôtellerie, les camping, le commerce, les ports de plaisance et toute l'économie de la plaisance, conduisant les élus à la supprimer dès 2009 !

Un exemple qui n'effraie pas le gouvernement, sûr de son fait, à deux mois des élections départementales !!

Devant une telle situation, toute la filière nautique française est mobilisée, qu'il s'agisse de la **Fédération** des industries nautiques (FIN), de la **Fédération** françaises des ports de plaisance (FFPP), de l'Union nationale des associations de navigateurs (UNAN) et de la **Fédération** nationale des **pêcheurs plaisanciers** et sportifs français (**FNPPSF**), pour faire revenir le gouvernement à la raison !